

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en février 2014.

Il s'agit d'un article tiré de la revue « Autogestion et socialisme », cahier N°18-19, janvier-avril 1972, consacrée aux anarchistes et à l'autogestion.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

\*\*\*\*\*

# Rapport du Syndicat des arts graphiques de Barcelone

*Solidaridad Obrera*, 24 avril 1936.

A. MARTINEZ, G. SUAREZ, B. CASTILLO, D. A. de SANTILLÁN

## FONDEMENTS DE LA NOUVELLE STRUCTURATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### Réaffirmation du Pacte de Saint Imier

Considérant que l'évolution historique a pleinement justifié les lignes générales quant aux positions anticapitalistes et antiautoritaires visant à l'instauration de la justice sociale, la C.N.T. réaffirme sa position historique et ratifie une fois de plus le Pacte du Congrès de Saint-Imier (septembre 1872) à l'élaboration duquel contribuèrent les précurseurs de la vieille Internationale, en déclarant :

- « 1 - que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;
- « 2 - que toute organisation d'un pouvoir politique, soi-disant provisoire et révolutionnaire, pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;
- « 3 - que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire »<sup>1</sup>.

## ASPIRATIONS FONDAMENTALES DU COMMUNISME LIBERTAIRE

La Confédération Nationale du Travail fixe dans les points suivants ses aspirations fondamentales comme condition de l'obtention de l'émancipation prolétarienne et de la solidarité humaine.

- 1 - Socialisation de la richesse sociale : terre, matières premières, outils et machines, moyens de transport, institutions d'enseignement et de santé pour que personne ne puisse vivre du travail d'autrui, ni profiter aux frais de la communauté de privilèges particuliers.
- 2 - Suppression de tout pouvoir politique qui fasse la loi pour tous et qui l'impose par des moyens coercitifs.
- 3 - Réorganisation de la vie économique et sociale sur la base du travail, pris dans sa vaste

---

<sup>1</sup> Cf. James Guillaume, L'Internationale, documents et souvenirs, t. III, 1909, p. 8 (N.d.E.).

signification de travail manuel, administratif et technique.

4 - Garantie des moyens de vie à ceux — enfants, vieillards et malades — qui ne peuvent aujourd'hui ou qui ne peuvent encore contribuer au processus de production.

5 - Suppression de toute institution ecclésiastique, instrument d'oppression spirituelle, mais respect toutefois des croyances religieuses, philosophiques, sociales et politiques de chaque individu.

6 - Abolition des frontières nationales, en démasquant le mensonge du nationalisme, en favorisant l'entente, la solidarité et l'entraide de tous les peuples et de toutes les races.

7 - Reconstruction de la famille par l'amour libre, ni marge de toute contrainte religieuse, politique ou économique.

## **UNE SOCIÉTÉ DE PRODUCTEURS ET DE CONSOMMATEURS LIBRES**

Toutes les formes sociales connues, d'origine religieuse où de fondement politique, reposent sur la reconnaissance des classes et des privilèges, imposant à une partie de la population, obligée de vendre sa force de travail comme une marchandise, la tâche de soutenir dans l'oisiveté et la jouissance l'autre partie.

La Confédération Nationale du Travail veut organiser la communauté sociale à partir du travail pour tous et de la juste répartition des produits entre les membres de la société.

Le travail socialement utile et socialement reconnu peut seulement garantir la consommation des fruits de l'effort humain.

Si, dans les régimes économiques connus, la production a été scindée de la consommation, de la satisfaction des besoins humains, par suite de la primauté que se sont arrogée les privilèges et monopoles particuliers, dans la nouvelle communauté, le travail a une seule mission et une seule raison d'être : la satisfaction des besoins matériels comme ceux d'ordre culturel de l'homme.

Pour la structuration de ces formes de vie, dans lesquelles le travail sera le fondement commun et la base inéluctable de la jouissance pour tous, la Confédération Nationale du Travail prend comme point de départ la cellule productive, le lieu de travail, indépendamment de la foi religieuse, de la croyance politique, de l'orientation spirituelle et de la résidence de ses membres.

Si dans une organisation de type politique, l'ordre auquel est soumise la population repose sur le lieu de résidence, le culte religieux et l'option politique, dans une société de producteurs et de consommateurs libres le lieu de travail et ses liaisons par affinités professionnelles doit remplacer les organismes résultant de l'institution et de l'ordre étatiques : parlements, mairies, etc.

Sans méconnaître la possibilité d'ententes sociales multiples basées sur des affinités personnelles, sur des intérêts communs, sur le voisinage, sur des goûts particuliers, leur régulation sociale n'y est pas considérée comme nécessaire. Mais, par contre, est nécessaire la régulation économique, qui affecte tout un chacun et obéit à un besoin inéluctable. C'est la raison pour laquelle ce qui intéresse en premier lieu la C.N.T. est la régulation de la vie économique du régime à venir.

Pour arriver à cet état de choses, aspiration suprême des déshérités de la richesse sociale, il faut procéder dans deux directions parallèles et solidaires :

a) la préparation insurrectionnelle, c'est-à-dire l'organisation de la lutte violente contre les privilèges et monopoles régnants, au moyen de la grève générale, de l'occupation des usines, des terres, des moyens de transport et de communication, le refus de produire pour le capitalisme et d'obéir à l'État ; la défense des positions conquises par tous les moyens, et l'aide aux régions où les forces du travail ne l'ont pas emporté ;

b) la préparation économique, pour substituer à la direction financière de la vie productive, dans l'intérêt de minorités privilégiées, la direction des producteurs et distributeurs eux-mêmes, dans l'intérêt de toute la collectivité laborieuse.

## **PLAN DE RÉORGANISATION ÉCONOMIQUE**

### **La direction et le contrôle de la production dans les mains des producteurs eux-mêmes**

*Le lieu de travail.* La première cellule productive, la première expression de l'économie socialisée est

sur le lieu de travail : usine, ferme, mine, vaisseau, école, etc. Tout le personnel, manuel, administratif et technique de chaque lieu de travail constitue par délégation de ses sections, un comité d'usine, de ferme, de mine.

Ces comités, révocables à tout instant, organisent le travail sur le lieu de leur ressort et sont responsables de leurs fonctions et de leurs gestions devant le personnel qui les nomme. Les lieux de travail entrent en relations réciproques par des affinités de fonction sur le plan local et créent des sections ou des syndicats. Ces sections ou syndicats d'une industrie déterminée constituent une fédération ou conseil de branche industrielle.

*Fédérations ou conseils de branches industrielles.* Ainsi, de bas en haut, du lieu du travail au plan industriel, comprenant par industrie l'ensemble des activités qui tendent à la satisfaction d'un besoin humain, se constituent autant de fédérations ou conseils de branche qu'existent de fonctions industrielles dans chaque localité...

*Liaison locale.* Les fédérations ou conseils de branche industrielle s'associent dans une fédération locale d'organismes de branches industrielles (ou conseil local de l'Économie) dans laquelle s'équilibrent les intérêts particuliers des divers corps de métiers, se coordonnent la production et la distribution, s'établit la régulation commune et s'étudient les exceptions permises à cette régulation sur le plan local, se centralise l'information statistique et démographique.

*Liaison nationale.* Du lieu du travail partent deux lignes de liaison permanente jusqu'à l'association de toutes les forces productives du pays :

a) l'une géographique parvient par le syndicat, la fédération ou le conseil de branche industrielle, à la fédération locale des conseils d'industrie, d'où elle s'élève à la fédération ou conseil économique régional, et de là au Conseil économique national ;

b) l'autre, professionnelle, mène du lieu du travail au syndicat ou section ; de celle-ci au conseil de branche ou fédération industrielle de la localité, puis à la fédération régionale de l'Industrie en question et de cette dernière à l'organisme national.

Si, dans une structuration étatique, chaque habitant d'un pays est enregistré sur les registres de l'état civil, les archives militaires ou le cadastre des Finances, dans la nouvelle économie ils le seront également, mais non en tant que citoyens, que futurs soldats ou contribuables, mais en tant que producteurs et consommateurs.

Le jeu spontané et naturel de ces forces de production exclut les entités parasitaires, dont la fonction n'apporte aucun bénéfice au travail utile. Disparaissent ainsi magistrature, geôliers, polices, armées professionnelles, fonctionnaires de l'État, appareil financier, rentiers et spéculateurs, clergé.

### **Régulation de la consommation**

*Producteur-Consommateur.* Si jusqu'ici, entre le producteur et le consommateur se sont interposés divers facteurs qui ont absorbé une partie essentielle du produit du travail — intermédiaires improductifs, évaluations pécuniaires, comme conséquence du maintien du salariat, tributs de l'État, dans le nouvel ordre social, le producteur qui n'est pas privé des instruments de travail ne se scinde pas du consommateur et constitue avec lui une unité indissoluble.

La qualité de producteur implique celle de consommateur, le niveau de la consommation étant uniquement conditionné par les capacités sociales productives existantes et potentielles.

La monnaie capitaliste est supplantée par le livret de producteur-consommateur dans lequel peuvent être inclus, lorsque les intéressés le souhaitent, les membres de leur famille à charge — enfants, vieillards et malades avec le même droit à la consommation que les producteurs actifs.

### **Mécanisme de l'opinion publique**

Comme contrepoids à l'organisme économique de la nouvelle communauté sociale, l'opinion publique se manifesterait pleinement et elle pourra s'exprimer :

1 - sur le lieu de travail, puis dans la section ou syndicat, dans le conseil de branche industrielle, dans la fédération ou centre local de l'Économie et ainsi de suite (il va de soi que, dans les assemblées générales de section ou de fédération industrielle ou de conseil de branche, auront également voix délibérative ceux qui sont engagés dans le processus productif et ceux qui par maladie, invalidité ou

vieillesse ont cessé d'y être) ;

2- dans les liaisons sociales créées par des attachements communs, intérêts, voisinage, etc., les assemblées publiques, la Presse, etc., s'emploieront à faire connaître les initiatives prises et à obtenir à leur sujet les décisions des organismes productifs.

### **Question religieuse**

Les institutions ecclésiastiques seront supprimées et leurs biens socialisés. Mais seront respectées chez les individus les croyances religieuses et philosophiques à condition qu'elles ne prennent pas la forme d'une agression active contre les bases fondamentales de la nouvelle société de producteurs-consommateurs.

### **La délinquance**

La délinquance étant surtout un fruit de l'ordre social qui divise la population en privilégiés et déposés, elle disparaîtra presque entièrement avec le régime qui l'engendre.

Mais considérant que l'être humain entre dans la nouvelle société avec des vices d'éducation et des tares pathologiques qui empêchent sa parfaite adaptation, On s'efforcera, dans les cas éventuels, de vaincre les difficultés par une éducation intensive en vue de la communauté égalitaire. Dans les cas spéciaux des réfractaires aux normes de cette communauté, on emploiera un traitement médical approprié. Mais les établissements pénitentiaires s'étant montrés stériles et nocifs sous tous leurs aspects, ils seront immédiatement et radicalement supprimés.

## **DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION**

L'appareil armé du capitalisme et de l'État est radicalement supprimé. Le peuple en armes se substituera aux armées de métier et formations policières.

Tant que les éventuelles contingences de la contre-révolution ou de l'invasion extérieure rendront nécessaire le maintien des armes, tant que nous ne pourrons être tous désarmés, nous devons être tous armés et avoir un égal droit à l'armement.

L'acceptation des armes implique : le maintien des usines qui les produisent et de tous les établissements élaborant les matériaux susceptibles d'être utilisés dans la guerre ainsi que l'entraînement et le maniement des armes pour tous ceux qui désirent assurer le triomphe de la révolution.

Sans qu'il y ait nécessité de les détacher du processus productif se créeront des corps de volontaires pour l'entraînement et le maniement des armes. Ces corps établiront des liaisons locales, régionales et nationales, de la même façon que le font aujourd'hui les équipes de football, les institutions de la Croix-Rouge, etc.

Mais en même temps qu'il faut se préparer à la défense armée de la révolution, on ne doit pas perdre de vue que l'appareil économique entre les mains des travailleurs devra être, pour sa part, en mesure de contribuer à cette défense : en paralysant les moyens de communication et de transport, le ravitaillement en armes et en munitions, et en refusant tout concours à la contre-révolution interne ou à l'invasion étrangère. La défense de la révolution est un droit et un devoir de toute la population. Mais la défense armée sera confiée à des corps de volontaires, ce qui préviendra la création de corps militaires permanents. Les volontaires ne seront pas exemptés d'apporter leur contribution quotidienne sur les lieux de production, sauf pendant les campagnes indispensables et de longue durée.

Pour la révolution, le danger peut être divers :

- a) contre-révolution intérieure de la part des intérêts lésés par l'économie communiste ;
- b) invasion extérieure des puissances ennemies ;
- c) blocus commercial.

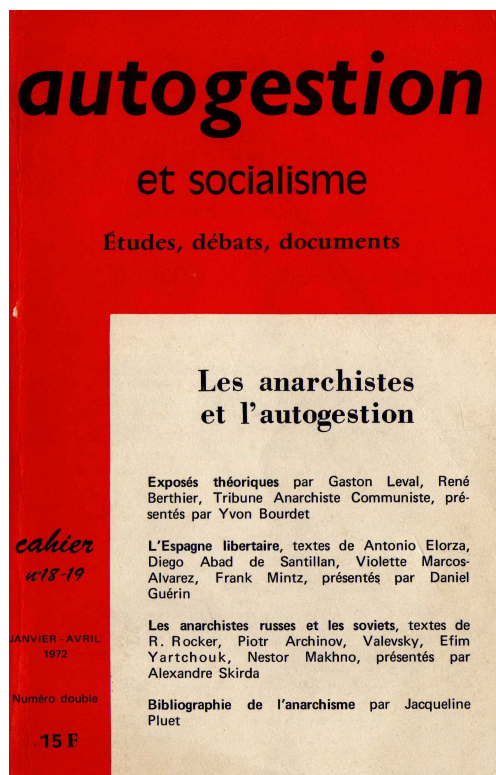
Dans de telles éventualités, la contre-révolution intérieure doit être supprimée par tous les moyens, et sans aucun ménagement à l'égard des contre-révolutionnaires.

Dans le cas de guerre extérieure, la révolution fera appel à la solidarité du prolétariat des pays

envahisseurs, encourageant partout la rébellion des victimes de la tyrannie capitaliste et étatique, aussi bien en métropole qu'aux colonies. Elle défendra le territoire révolutionnaire envahi avec tous les moyens de la résistance populaire et de la lutte armée.

Dans le cas de blocus, certaines consommations seront réduites en attendant que l'appareil industriel et technique parvienne à produire un succédané des articles, matières premières ou machines manquantes.

A. MARTINEZ, G. SUAREZ, B. CASTILLO, D. A. de SANTILLÁN



## Sommaire (partiel) de la revue « Autogestion » scannée :

### ***Les anarchistes et l'autogestion***

*Présentation : Anarchistes et marxistes, par Yvon Bourdet*

### ***Exposés théoriques***

**Gaston LEVAL :**

*Conceptions constructives du socialisme libertaire*

**René BERTHIER :**

*Conceptions anarcho-syndicalistes de l'autogestion*

**Tribune Anarchiste Communiste (TAC) :**

*Les conditions d'une révolution autogestionnaire*

### ***L'Espagne libertaire***

*Présentation : Daniel Guérin*

**Antonio ELORZA :**

*Une conception scientifique du communisme libertaire - D. A. de Santillán.*

**A. MARTINEZ, G.SUAREZ, B.CASTILLO, D. A. de SANTILLAN :**

*Rapport du Syndicat des Arts Graphiques de Barcelone*

**Diego Abad de SANTILLÁN :**

*Le socialisme libertaire dans la société de l'avenir*

**Violette MARCOS-ALVAREZ :**

*Les collectivités espagnoles pendant la Révolution (1936-1939)*

**Frank MINTZ :**

*Enseignements de l'autogestion espagnole*

**G. MUNIS :**

*Une vision peu connue de la collectivisation espagnole*

### ***Les anarchistes russes et les soviets***

*Présentation : Les anarchistes russes et l'autogestion par Alexandre Skirda*

**R. ROCKER :**

*Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ?*

**Piotr ARCHINOV :**

*Les 2 Octobres*

*Problèmes constructifs de la Révolution Sociale*

**VALEVSKY :**

*La voie de la Révolution sociale*

**Efim YARTCHOUK :**

*L'autogestion à Kronstadt en 1917*

*Les soviets et la défense de la révolution*

*L'organisation de la production*

**Nestor MAKHNO :**

*Le grand Octobre en Ukraine*

*La lutte contre l'Etat*

*La conception makhnoviste des soviets*

*Tract makhnoviste*

*Qu'est-ce que la Makhnovchtchina ?*

*Pour des soviets libres*

### **Note du CATS :**

**Les lecteurs et lectrices susceptibles d'être intéressés par les textes de cette revue consacrés aux rapports entre les anarchistes russes et les soviets peuvent les trouver en ligne ici :**

**[http://anti.mythes.voila.net/a\\_propos\\_du\\_mouvement\\_anarchiste/russie/anarchistes\\_russie.html](http://anti.mythes.voila.net/a_propos_du_mouvement_anarchiste/russie/anarchistes_russie.html)**